

Faits saillants des échanges commerciaux et des investissements

Croissance plus rapide des importations que des exportations au deuxième trimestre de 2002

Les exportations de biens et de services canadiens ont augmenté de 9,1 % au deuxième trimestre et les exportations de marchandises, de 9,6 % (voir les niveaux dans la figure 1). Toutefois, les importations de biens et les importations de services ont augmenté à un rythme encore plus rapide, soit de 12,4 % et de 12,9 %, respectivement.

Comme le montre la figure 2, les exportations d'énergie, de véhicules automobiles et de biens industriels ont connu une forte croissance, tandis que les exportations de biens de consommation, de machines et de produits agricoles ont diminué. Les importations d'énergie, de produits forestiers et de véhicules automobiles ont aussi fortement augmenté, et les importations de produits agricoles sont les seules pour lesquelles on enregistre une diminution ce trimestre.

Les exportations de marchandises ont augmenté dans le cas de tous les marchés à l'exception de celui de l'Union européenne (UE), en raison de la baisse particulièrement marquée des exportations vers le Royaume-Uni. Il en est de même pour les importations en provenance de tous les principaux marchés, qui ont également progressé. La hausse des importations en provenance de l'UE a été particulièrement forte, et ce en dépit d'une faible baisse des importations en provenance du Royaume-Uni. Comme l'expansion des importations a été plus rapide que celle des exportations, l'équilibre des échanges s'est détérioré au deuxième trimestre. Sur une base régionale, l'amélioration de la balance commerciale avec les États-Unis a été plus que neutralisée par le déficit de la balance commerciale avec les autres principaux marchés du Canada, en particulier avec l'UE.

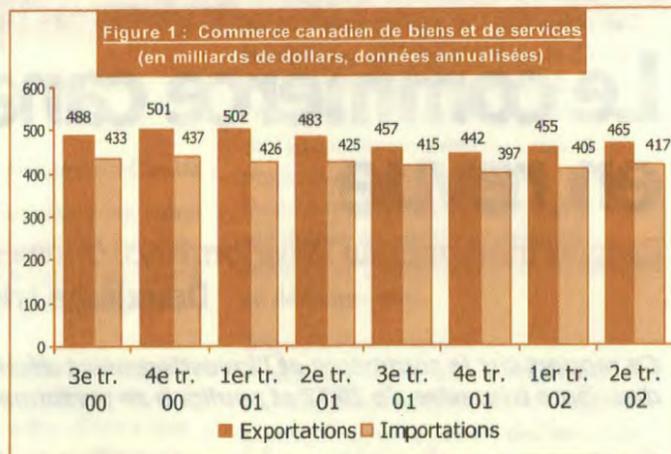
Aggravation du déficit de la balance commerciale des services

Au deuxième trimestre, on observe une hausse de 5,8 % des exportations totales de services — principalement attribuable aux services commerciaux et de transport — mais une baisse des exportations de services de voyages. Cette progression est cependant neutralisée par une augmentation de 12,9 % des importations de services — là aussi principalement attribuable aux importations de services commerciaux et de transport — qui a eu pour effet d'accroître le déficit de la balance commerciale des services, qui a augmenté de 282 millions de dollars pour atteindre 7,5 milliards de dollars. Voir les précisions par type de service à la figure 3.

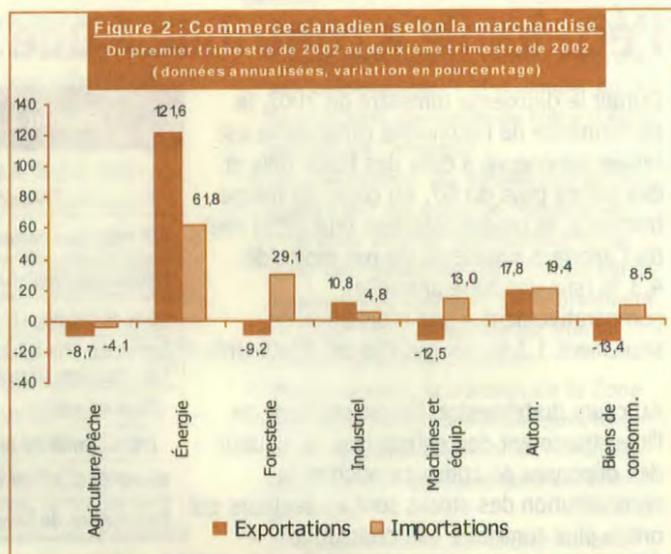
Déclin tant de l'investissement étranger direct au Canada que de l'investissement canadien direct à l'étranger

Au deuxième trimestre de 2002, on a assisté à un recul de l'investissement étranger direct (IED) au Canada, lequel est tombé à un peu plus de la moitié du niveau atteint au même trimestre en 2001, soit 7,9 milliards de dollars comparativement à 15,2 milliards de dollars. La baisse de l'IED a été particulièrement marquée dans le secteur de l'énergie et des minéraux. La chute a été particulièrement importante dans le cas de l'investissement en provenance des États-Unis et du Royaume-Uni, alors que l'investissement en provenance du Japon et des pays de l'UE (à l'exception du Royaume-Uni) a augmenté.

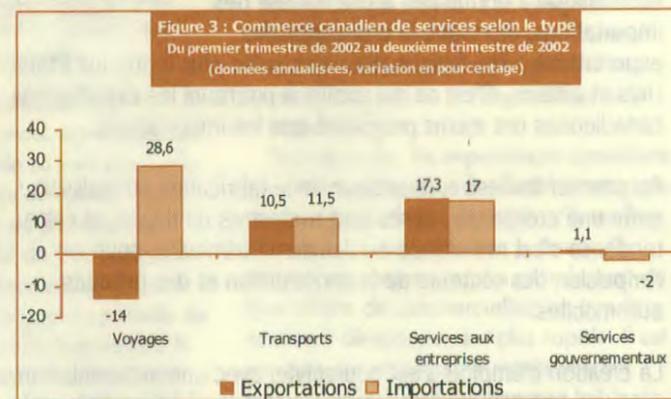
L'investissement canadien direct à l'étranger a aussi subi un déclin substantiel, étant tombé à 8,3 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2002, par rapport à 21,2 milliards au même trimestre l'année précédente. Le secteur du bois et papier est le seul à avoir bénéficié d'une hausse substantielle. L'investissement canadien en UE a augmenté, mais il a connu un repli considérable aux États-Unis et dans les autres pays de l'OCDE.



Source : Statistique Canada.



Source : Statistique Canada.



Source : Statistique Canada.

Augmentation des réserves officielles de change du Canada

Les avoirs officiels du Canada ont augmenté de 1,5 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2002, comparativement à une faible baisse de 135 millions de dollars enregistré au même trimestre de 2001.

APERÇU DU SECTEUR DES SERVICES

Part des services dans le PIB et l'emploi

Au cours des dernières décennies, l'économie canadienne a connu une importante évolution vers le secteur des services. La contribution des services au PIB canadien est passé 55 % en 1961 à 65,3 % en 1997 (dernière année pour laquelle ce genre de données est disponible), alors que, pendant la même période, la contribution du secteur manufacturier reculait, passant de 24,1 % à 18,9 %. L'agriculture, la foresterie, l'exploitation minière et les autres secteurs primaires, qui ont joué un rôle marquant dans l'économie canadienne tout au long de notre histoire, ont aussi vu leur importance relative diminuer.

La mutation structurelle au profit d'une économie de services est encore plus marquée dans la courbe de l'emploi. En effet, la part des services dans l'emploi total au Canada s'est accrue sensiblement, passant de 54,6 % en 1961 à 74,8 % en 2000. Durant la majeure partie du XX^e siècle, le secteur de la fabrication a été le plus important employeur de tous les grands groupes industriels, mais il a été supplanté par le secteur des services commerciaux (notamment services informatiques, comptables, juridiques, publicitaires, architecturaux et techniques) dès la fin des années 60. Depuis 1990, le commerce de détail et le commerce de gros ont ensemble employé plus de salariés que le secteur de la fabrication.

Le passage d'une économie de ressources/fabrication vers une économie de services a profondément modifié le marché du travail canadien. L'un des traits distinctifs du changement structurel en cours est l'importance du savoir et de l'éducation.

Dans l'ensemble, les services dépendent plus du savoir que les autres secteurs; c'est pourquoi ils emploient proportionnellement plus de travailleurs instruits que les autres industries. En 1998, les travailleurs possédant une formation postsecondaire représentaient 19,7 % de l'effectif total du secteur des services, contre 8,7 % pour le secteur de la fabrication, 7,1 % pour le secteur agricole et 5,2 % pour le secteur de la construction.

Un plus haut niveau d'études se traduit par un revenu ou un niveau de vie plus élevé pour certains groupes, en particulier dans les secteurs des services à forte intensité de connaissances. Les secteurs les plus rémunérateurs sont notamment les secteurs financier et juridique et ceux de la publicité, des soins de santé, de la gestion logicielle et du génie. En moyenne, un travailleur à temps plein possédant un diplôme universitaire touche un revenu deux fois et demie plus élevé qu'un diplômé d'un établissement d'études secondaires ou qu'une personne ayant abandonné ses études.

Commerce et investissement

L'expansion du commerce et de l'investissement du Canada dans le domaine des services à l'échelle internationale s'inscrit dans l'actuelle vague d'ajustement à une économie de services axée sur le savoir. Pour avoir une vue d'ensemble des transactions internationales du Canada au chapitre des services, on trouvera ci-après des statistiques sur les quatre modes du commerce des services, tels qu'ils sont énoncés dans l'Accord général sur le commerce des services (GATS) :

commerce transfrontières, consommation à l'étranger, présence commerciale et circulation des personnes physiques. Cet aperçu montre que le commerce des services du Canada est déjà plus important qu'on ne le pense en général.

Les exportations canadiennes de services sous forme de transactions transfrontières ont totalisé 56,6 milliards de dollars en 2001, dont 16,7 milliards au titre de la consommation des étrangers au Canada et 39,9 milliards au titre des exportations transfrontières et des transactions de fournisseurs de services dans des pays étrangers. En même temps, le Canada a importé pour 65 milliards de dollars de services, dont 18 milliards pour la consommation à l'étranger, et 47 milliards pour les importations transfrontières et les fournisseurs de services étrangers (voir le tableau 1).

Les exportations et les importations transfrontières canadiennes de services augmentent à un rythme régulier depuis 10 ans. La part des exportations canadiennes de services dans le PIB était de 5,2 % en 2001, par rapport à 3,4 % pendant la période 1989-1992 et 4,4 % pendant la période 1993-1996. Les importations de services ont, elles aussi, progressé plus rapidement que le PIB — quoique de manière plus modérée —, passant de 4,9 % (1989-1992) à 5,8 % (1993-1996), puis à 6,0 % en 2001.

Les États-Unis restent le principal partenaire du Canada pour ce qui est du commerce des services. Les exportations de services vers les É.-U. ont représenté 59,2 % du total des exportations canadiennes de services en 2001 (comparativement à 85 % pour les marchandises), une hausse modérée par

Tableau 1. Commerce transfrontières et présence commerciale du Canada — Services, 1990-2001.

	Exportations (en millions)		Croissance annuelle (%)	Importations (en millions)		Croissance annuelle (%)	Écart (en millions de dollars)	
	1990	2001		1990	2001		1990	2001
Total du commerce transfrontières	22 381	56 612	8,8	33 018	64 994	6,4	-10 637	-8 382
Déplacements	7 398	16 682	7,7	12 757	17 998	3,2	-5 359	-1 316
Santé	68	96	3,2	278	352	2,2	-210	-256
Éducation	769	1 128	3,5	339	818	8,3	430	310
Transports	4 920	10 523	7,2	6 746	14 209	7,0	-1 826	-3 686
Services commerciaux	9 061	27 963	10,8	12 554	32 002	8,9	-3 493	-4 039
Services gouvernementaux	1 003	1 444	3,4	962	785	-1,8	41	659
Ventes d'entreprises affiliées*	N/D	68 039	N/D	106 311	170 656	4,4		

Source : Statistique Canada, *Le commerce international de services du Canada*, n° de catalogue 67-203-XPB, 2002. Colleen Cardillo, *Statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à l'étranger, 1999 : la livraison des biens et des services sur les marchés internationaux*, Statistique Canada, Document de recherche 11F0027 n° 004; et demandes de données spéciales auprès de Statistique Canada.

Nota : * Par ventes (exportations) d'entreprises affiliées, on entend les ventes effectuées à l'étranger par des entreprises affiliées à des sociétés canadiennes; la dernière année pour laquelle ce genre de données est disponible est 1999. Par ventes (importations) d'entreprises affiliées, on entend les ventes effectuées par des entreprises canadiennes affiliées à des sociétés étrangères établies au Canada; la dernière année pour laquelle ce genre de données est disponible est 1997.